



DU TRAVAIL POUR TOUS : UNE EXIGENCE PRIORITAIRE

De l'entretien donné par François Mitterrand à Europe 1, ce mardi 28, ressortent plusieurs préoccupations politiques : « calmer le jeu » dans l'affrontement politique avec la droite, rassurer la frange de Français l'ayant élu en mai 81 et qui ont « basculé » de l'autre côté aux dires des sondages et des élections partielles, réaffirmer qu'il n'y a pas de politique de rechange à gauche, en appeler à « l'effort et à la justice sociale » sur fond de crise économique.

De ce discours présidentiel, retenons ici un propos : celui qui a concerné le chômage. Trois mille lettres et appels téléphoniques précédant l'émission l'avaient mis au centre de leurs préoccupations. Et pour cause ! Deux millions d'hommes et de femmes, jeunes pour plus de la moitié, sans emploi : ce mal continue de miner les travailleurs, chômeurs et aussi actifs de notre pays. Prendra-t-on enfin à bras-le-corps cette réalité fondamentale, cette crise insupportable pour la grande masse de notre peuple ? Tel serait le vrai « courage », dont a parlé François Mitterrand.

Or, sur ce point, François Mitterrand a « tourné autour du pot » : on a stabilisé l'ampleur du chômage, avec la droite le chômage aurait empiré, on a fait preuve d'imagination, a-t-il dit... Certes ! Mais deux millions de chômeurs restent deux millions d'hommes et de femmes sans espoir et sans avenir, inquiets des restrictions passées et envisagées d'allocations précaires et minimales pour la plupart. François Mitterrand a fixé des perspectives à la réduction de l'inflation, il n'a fixé aucune perspective, même à long terme, quant au chômage, avalisant au contraire les 2,1 millions de chômeurs annoncés par Jacques Delors. Du coup, sa volonté affirmée de justice sociale tombe à plat. Il n'y aura pas de véritable justice sociale tant que le droit au travail pour tous ne sera pas effectif.

François Mitterrand demande patience, effort et confiance. La « reprise » pourrait être là dans 18 mois... Comment y croire quand le plan dit de « rigueur » donnant priorité à la lutte contre l'inflation et quand les choix économiques à long terme — priorité à l'exportation, à la modernisation brutale de l'appareil économique pour un redéploiement impérialiste — impliquent de nouvelles suppressions d'emplois et l'augmentation du chômage ? « *Nous sommes des gestionnaires* » a dit François Mitterrand ; mais plutôt que de gérer une situation de crise où pèsent les contraintes du marché mondial dominé par les Etats-Unis et leur dollar, où pèsent les intérêts monopolistes, leur exportation des capitaux, leur spéculation, leur « casse » des usines, répondant à la loi du profit, ne faudrait-il pas, avec un vrai courage, rompre cette logique infernale ? Donner comme but à l'économie, la satisfaction des besoins sociaux — logement, santé, culture — et la solidarité étroite avec le Tiers Monde, qui réalise son développement propre ; opérer une modernisation technologique harmonieusement rythmée avec la formation des hommes, avec des reconversions régionales équilibrées, rompre ainsi avec un système d'exploitation des hommes, des peuples et des nations : telle est la seule perspective crédible de créations durables et maîtrisées d'emplois pour notre pays.

Camille GRANOT

L'INTERNATIONALE DE LA RÉACTION

C'est à Londres que vient d'être créée « l'Union démocratique internationale » regroupant 22 partis de droite de 19 pays impérialistes occidentaux. Y étaient présents les symboles de la réaction internationale : Bush, le vice-président de Reagan, Thatcher, Kohl et Strauss, Nakaido, le numéro deux japonais, sans oublier Jacques Chirac, le seul à ne pas être au gouvernement de son pays, mais qui multiplie les initiatives, les violences verbales, les tentatives de déstabilisation pour y revenir au plus vite.

Cette Internationale de la réaction repose sur ce que Jacques Chirac appelle « une même inspiration fondamentale », l'orientation mise en œuvre ces dernières années aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, au Japon : le libéralisme économique et l'économie de marché ; la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, l'assainissement des entreprises avec ses millions de chômeurs et l'affaiblissement du mouvement ouvrier ; la remise en cause de la protection sociale et de tous les services collectifs. Cette création correspond à ce que le *Quotidien de Paris* appelle une « radicalisation idéologique » autour des thèmes de l'individualisme, de l'élitisme, du racisme.

Cette nouvelle initiative de la droite est à prendre en considération avec sérieux par le mouvement ouvrier et populaire, tout comme les déclarations d'un Pasqua, lundi soir sur *France-Inter*, dénonçant « la dérive commencée vers un social-totalitarisme ». Prendre au sérieux, c'est-à-dire combattre l'offensive de la droite en l'isolant. Car ses thèses idéologiques, économiques, politiques ne correspondent en rien aux intérêts des 55% de Français qui, selon un sondage *Sofres-Nouvel Observateur*, seraient prêts à voter pour elle en cas d'élections législatives, mais à ceux d'une infime minorité : le grand capital et ceux qui lui sont directement liés.

Pendant les mois juillet et août, *PCML Flash* paraîtra tous les 15 jours. Le prochain numéro paraîtra le 13 juillet 1983.

Abonnement à *PCML Flash*
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et *Travailleurs mensuel*
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

BUDGET 84 :

UN PAS DE PLUS DANS L'AUSTÉRITÉ

Le gouvernement vient d'adopter les grandes lignes du futur budget 84. Présenté par François Mitterrand comme « un budget de courage », il s'agit en fait d'un pas de plus dans l'austérité pour les travailleurs.

Côté dépenses, c'est la limitation à 7% de leur augmentation, à peine plus que l'inflation prévue (le budget 82 avait connu une augmentation de 27,7% des dépenses, 16% de plus que la hausse des prix). Comme certaines dépenses augmenteront beaucoup plus que la moyenne (+25 à 30% pour les intérêts de la dette publique avec des remboursements d'obligations émises voici quelques années à 16% ou plus), de nombreux secteurs connaîtront une diminution en valeur réelle. Dans ce cadre, le gouvernement veut arrêter totalement le recrutement dans la Fonction publique, dont les effectifs pourraient même diminuer de 15 000. La hausse des salaires des fonctionnaires, qui sert de référence pour le secteur nationalisé et que le gouvernement donne en exemple aux patrons du secteur privé, ne devra pas dépasser 5%.

Malgré cette limitation des dépenses, la croissance nulle de l'économie française prévue pour cette année comme pour 1984 devrait entraîner une insuffisance de recettes. Aussi le gouvernement envisage-t-il de reconduire les impôts « exceptionnels » adoptés ces derniers mois, en particulier le prélèvement de 1% sur le reve-

nu imposable, qui pourrait passer à 2% et être retenu à la source, lors du versement des salaires et revenus, et l'augmentation des cotisations chômage. L'augmentation des cotisations sociales versées par les travailleurs est également envisagée. Par contre, Jacques Delors estimant qu'« il faut respecter la motivation de gagner de l'argent », envisage d'étendre les exonérations de l'impôt sur les grandes fortunes, par exemple en abandonnant l'impôt sur les actifs professionnels, dont le paiement devait être différé de trois ans.

Devant le Grand Jury RTL-Le Monde, Jacques Delors vient de proposer « d'élaborer une gestion plus souple du marché du travail », afin que les patrons ne justifient pas leur refus d'embaucher par des difficultés ultérieures de licenciement, ce qui va dans le même sens que ce qu'aurait déclaré Laurent Fabius devant une commission du IX^e Plan en remettant en cause les préretraites et contrats de solidarité : « Il va falloir maintenant procéder à des licenciements secs ». Jacques Delors a affirmé que « la fin justifie les moyens », formule souvent employée pour tenter de justifier l'injustifiable. En accentuant sa politique d'austérité pour les travailleurs, le gouvernement tourne en fait le dos aux orientations qu'il avait proposées comme aux espoirs qu'elles avaient suscités parmi les travail-

ACTIONS EN PRÉPARATION POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

Après l'initiative du 19 juin de l'Appel des Cent, à laquelle notre parti a participé, d'autres actions sont en préparation pour les mois à venir.

Ainsi dans une déclaration du 20 juin dernier, le Mouvement de la Paix a annoncé différentes initiatives à l'occasion de la semaine de l'ONU fin octobre, notamment des manifestations le 23 octobre à Paris et dans différentes villes de France, en ces termes :

« Tous les peuples et les Etats d'Europe sont concernés par les négociations de Genève, actuellement bloquées. L'opinion publique doit tout mettre en œuvre pour que les Etats-Unis et l'URSS, qui détiennent 97% de l'arsenal nucléaire mondial, s'engagent enfin dans une négociation efficace. »

Auparavant se tiendra, les 6 et 7 août au Larzac, un Rassemblement pour le gel nucléaire, à l'initiative des paysans du Larzac et des comités Larzac, afin « d'engager une réflexion publique » pour « le gel nucléaire et pour la construction de la Paix ». Plusieurs organisations, dont le PSU, sont partie prenante de cette initiative.

Notre parti s'associe à celles du 23 octobre et des 6 et 7 août sur la base de ses objectifs : « Ni SS20 ni Pershing, désarmement contrôlé et simultané des deux superpuissances USA-URSS » et dans l'action, participera aux discussions et clarifications nécessaires pour un combat efficace pour la défense de la paix.

BLOC-NOTES

● Vendredi 24 juin, s'est tenue à Bayonne une soirée-débat contre le racisme, avec film et pièce de théâtre, à l'initiative d'un collectif antiraciste rassemblant le MRAP, le Comité de défense des locataires, la CNL et différentes organisations politiques (PS, PSU, PCML, LCR).

● Le mercredi 22 juin, le Mouvement rural de la Jeunesse chrétienne a invité à un forum différentes organisations et associations, préparatoire à son rassemblement d'Angers des 14-15-16 juillet prochains, où 1 500 délégués sont attendus. Pierre Bauby et Camille Granot ont participé à ce forum, dont les thèmes étaient : la place des jeunes dans la transformation de la société ; quels autres développements dans l'espace rural, contribution des chrétiens à une dynamique sociale.

● A la demande du Comité de solidarité avec le Nicaragua, le Secrétariat politique du PCML a envoyé un message de

solidarité au peuple nicaraguayen qui subit une agression constante de l'impérialisme américain par les mercenaires somozistes et Honduras interposés. Ce message sera remis par les « Brigades de solidarité », constituées en majorité d'enseignants et de travailleurs de l'éducation et de la santé, qui se rendent cet été au Nicaragua.

● Le PCML a appelé à la manifestation de solidarité avec le peuple chilien, le 28 juin à Paris.

RADIO VOKA DOIT EXISTER

Dans un communiqué, l'Association des étudiants guadeloupéens (AGEG), l'Association des étudiants martiniquais (AGEM) et l'Union des travailleurs émigrés guadeloupéens (UTEG) critiquent vivement le gouvernement français d'avoir pris la décision de fermer « la seule radio anticolonialiste de la communauté antillo-guyanaise » : Radio Voka.

3 000 A BAYONNE POUR LES IKASTOLAKS

Ils étaient 3 000, samedi 25 juin, à manifester dans les rues de Bayonne à l'appel de la Fédération des ikastolaks (écoles basques), la SEASKA. Cette manifestation avait pour objectif d'obtenir l'intégration des ikastolaks dans le système scolaire rénové, avec pérennité de leurs méthodes pédagogiques. François Mitterrand et le Parti socialiste avaient promis cette intégration avant mai 81. Depuis, promesses vagues et faux-fuyants se sont succédés ; aujourd'hui, les propositions gouvernementales imposent une réduction de l'enseignement en basque (notamment en maternelle), ce qui est contraire à l'objectif même des ikastolaks, qui regroupent aujourd'hui 700 enfants de la maternelle au collège. Les organisations basques, la CFDT, le PSU, la LCR et le PCML ont soutenu la manifestation de la SEASKA. La manifestation du 25 aura-t-elle eu des effets positifs ? Le recteur de l'Académie de Bordeaux vient d'accepter une rencontre avec la SEASKA, ce qui n'avait pas été le cas depuis janvier dernier. Affaire à suivre.